

Transferts d'argent des migrants vers l'Algérie : Le diktat de l'informel

26 September, 2010



«Pour l'Algérie, il est reconnu que la majorité des flux emprunte les canaux informels et de ce fait, les statistiques officielles ne représentent qu'une petite part du total des flux», relève un document publié par Invest in Med sur «les attentes des migrants en matière de transferts d'argent dans la zone Euro méditerranéenne ».

Par Kezoul L

«Pour l'Algérie, il est reconnu que la majorité des flux emprunte les canaux informels et de ce fait, les statistiques officielles ne représentent qu'une petite part du total des flux», relève un document publié par Invest in Med sur «les attentes des migrants en matière de transferts d'argent dans la zone Euro méditerranéenne ».

Le rapport détaille les principaux résultats et conclusions de l'étude réalisée par PlaNet Finance, sur les attentes des migrants issus des pays de la Méditerranée en matière de transferts d'argent. L'étude a été réalisée à la demande du groupe de travail sur l'argent des migrants de l'Euromed Postal, afin de mieux comprendre les attentes des migrants habitant, notamment en France, Italie et Espagne et de présenter les opportunités des marchés liés aux transferts d'argent sur la zone Euro Méditerranée.

L'étude fait apparaître que les atouts principaux du service de transferts, que vont privilégier les migrants sont, d'une manière générale, la confiance dans l'opérateur, la proximité du bénéficiaire et la qualité du service. L'étude reposant sur des entretiens réalisés dans les principaux pays émetteurs de transferts (France, Italie et Espagne s'est concentrée sur les principales communautés émettrices depuis ces pays (Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte). Ainsi, 7 des 8 principaux corridors de la zone (France- Algérie, Maroc et Tunisie, Italie-Maroc, Tunisie et Egypte ; Espagne – Maroc), ont pu faire l'objet d'une enquête détaillée. Le document indique que «les transferts financiers revêtent une importance économique considérable pour la plupart des pays de la Méditerranée». Ils constituent ainsi entre 2 et 10% du PIB des pays destinataires. Ils sont supérieurs au volume d'aide publique au développement et sont surtout d'une grande régularité avec une croissance constante sur les vingt dernières années. Au Maroc, ils permettent ainsi, avec les revenus du Tourisme, d'assurer l'équilibre de la balance des paiements. «Avec toutes les réserves qu'appellent ces

évaluations, on obtient ainsi le montant de 10 milliards d'euros passant du Nord au Sud de la Méditerranée via les transferts des migrants, tel qu'il a été cité notamment par le groupe de travail sur l'espace financier Euro méditerranéen, piloté par l'Institut de Prospective Economique du Monde méditerranéen», indique le document. Alors que les migrants méditerranéens ont plutôt tendance à essaimer vers les différents pays de destination, la diaspora algérienne se caractérise par une relation quasi exclusive avec la France : ainsi alors que l'on compte près de 1,2 million d'algériens en France, on n'en dénombre moins de 50.000 en Espagne et moins de 30.000 en Italie. Le corridor France- Algérie est estimé à plus de 4 milliards d'euros. Ce corridor constitue un des flux majeurs de la zone euro méditerranéenne, mais il est certainement l'un des plus difficiles à cerner.

«Ce n'est pas l'origine des transferts qui pose problème car, selon la Banque Centrale d'Algérie, citée dans l'étude FEMIP-Ecorys 90 % des transferts d'argent arrivant en Algérie proviennent de France, reflétant l'implantation majoritaire des migrants algériens. On ne peut toutefois manquer d'être effaré devant la diversité des montants avancés pour quantifier ce corridor», relève-t-on. La principale raison à cette situation est que, plus que partout ailleurs dans la zone, le secteur informel domine. «Comme nous l'a dit une personne rencontrée, lors des entretiens effectués : je n'ai jamais vu quelqu'un passer par une banque. Les raisons à cette situation sont nombreuses et rendront donc ainsi le passage à un système formel plus difficile», note le rapport. «Alors que ce corridor est certainement un des plus importants en volume dans la zone, il est paradoxalement l'un des plus chers. Un transfert de compte à compte de la Société Générale vers la Banque Nationale d'Algérie de 400 euros coûtait 19,73 euros en 2006. La masse monétaire qui circule hors des circuits bancaires est évaluée à 700 milliards de dinars (soit près de 7 milliards d'euros). L'activité du marché parallèle des devises est également soutenue par la réticence des algériens à utiliser d'autres moyens de paiement que le cash» ajoute le document, indiquant que. Le système informel est extrêmement bien organisé.

«La qualité du fonctionnement du système informel a été soulignée par tous les interlocuteurs rencontrés : soit ils font appel à de la famille ou à des amis, soit ils se rendent à l'aéroport (« on connaît toujours quelqu'un»), soit encore ils font appel à des intermédiaires non officiels qui par un simple coup de fil, lesquels se chargent de faire parvenir le montant désiré à leur destinataire en Algérie. Cette prestation s'effectue en outre, sans coûts visibles pour l'expéditeur», rapporte le rapport. Selon l'étude, la fonction première des transferts est, dans un souci de solidarité, de contribuer à l'amélioration de la situation familiale. Dans le cas des récepteurs, les transferts sont considérés comme une diversification des sources de revenu : l'utilisation des fonds transférés est décidée par les bénéficiaires sans interférence des migrants et dédiée aux dépenses de consommation essentielles de la famille (alimentation, santé, éducation, logement, etc.). Des entretiens effectués, il ressort qu'un ménage à faible revenu et peu bancarisé constitue le profil type des bénéficiaires des transferts d'argent. En effet, les transferts représentent en moyenne, la moitié du budget familial des récepteurs. En tout état de cause.

L'étude s'attache non seulement à mieux comprendre les attentes des migrants de la zone euro-méditerranéenne en matière de transferts d'argent, mais aussi à faire ressortir les principales tendances du marché des transferts en matière d'évolution des flux et de bancarisation des migrants. Les rédacteurs de l'étude reconnaissent eux même les limites de la méthodologie utilisée.